

<b>COMMUNE DE LA MEZIERE</b>	<b>PERMIS DE CONSTRUIRE</b> ACCORDÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
<b>DOSSIER N° PC 035177 25 00009</b>  Dossier déposé le 04/03/2025 Dossier complet le 04/03/2025	<b>DESTINATAIRE</b>  COMMUNE DE LA MEZIERE Monsieur GORIAUX Pascal  1 Rue de Macéria 35520 35520 LA MEZIERE

<b>Par :</b>	COMMUNE DE LA MEZIERE Monsieur GORIAUX Pascal	<b>Objet de la demande :</b> Construction d'un équipement multifonction et l'aménagement de cheminements
<b>Demeurant :</b>	1 Rue de Macéria 35520 LA MEZIERE	<b>Surface de plancher créée par destination et sous-destination :</b> Equipement d'intérêt collectif et services publics / Autres équipements recevant du public : 1 521 m²
<b>Terrain situé :</b>	Place de l'Eglise 35520 LA MEZIERE Parcelle(s) : AB69, AB214, AB73, AB70, AB209, AB216, AB72, AB213, AB212 (10 813,00 m²)	<b>Nombre de logement créé :</b> 0

**Le maire,**

Vu la demande de permis de construire ci-dessus référencée ;  
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.420-1 et suivants ;  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-1 et L.2131-2 ;  
Vu le code général des impôts et notamment ses articles 235 ter ZG relatif à la taxe d'archéologie préventive et 1635 quater A et suivants relatifs à la taxe d'aménagement ;  
Vu la délibération du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine en date du 10/11/2011, fixant le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement à 1,85 % et exonérant certaines catégories de constructions ;  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2019/131 en date du 29/11/2019, fixant le taux de la part communale de la taxe d'aménagement à 5,00 % et exonérant 100 % de la surface des abris de jardin, pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable ;  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 26/09/2014, soumettant l'édification des clôtures à déclaration préalable ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Val d'Ille-Aubigné approuvé le 25/02/2020, dernière mise à jour le 10/12/2024, dernière modification le 14/03/2023, mise en compatibilité le 10/12/2024, révision prescrite le 10/09/2024 ;

Vu les pièces supplémentaires en date du 24/03/2025 et le 23/05/2025 ;

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 19/03/2025, joint au présent arrêté ;

Vu l'avis du SIA en date du 01/04/2025, joint au présent arrêté ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission d'accessibilité en date du 22/04/2025, ci-joint à l'arrêté ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission de sécurité ERP-IGH en date du 22/04/2025, ci-joint à l'arrêté ;

Vu l'accord du maire de La Mézière relatif à la demande d'autorisation de travaux n°AT 035 177 25 U0008 ;

## ARRÊTE

### Article 1

La demande de permis de construire, susvisée, est **accordée**.

### Article 2

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer aux prescriptions émises par les sous-commissions départementales d'accessibilité et de sécurité dans les avis susvisés.

### Article 3

Le présent arrêté vaut autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un ERP au titre de l'article L111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Une autorisation complémentaire au seul titre de cet article L.111-8 devra être demandée et obtenue avant l'ouverture au public de l'établissement, s'agissant des parties dont l'aménagement intérieur n'est pas connu au jour de la présente décision.

### Article 4

L'avis d'ENEDIS indique que "le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement avec des travaux sur le réseau (extension).

### Article 5

Les prescriptions techniques de l'avis du SIA devront être respectées.

### Article 6

Une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir du parcours déclaratif sur le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

Date d'affichage en mairie ou date de publication par voie électronique de l'avis de dépôt :

Décision et dossier transmis en préfecture le :

07 MARS 2025  
16 JUIN 2025

Fait à LA MEZIERE

Le 16 JUIN 2025

Le Maire,

Pascal GORIAUX

## INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

**Caractère exécutoire de la décision :** Le permis de construire ou d'aménager est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales (article L.424-7 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir explicite est exécutoire quinze jours après sa notification au demandeur et, s'il y a lieu, sa transmission au préfet. Le permis de démolir tacite est exécutoire quinze jours après la date à laquelle il est acquis (article L.424-9 et R.452-1 du code de l'urbanisme).

**Le(s) demandeur(s) peu(ven)t contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.**

A cet effet il(s) peu(ven)t saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par le biais du téléservice "Télérecours citoyens", accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>. Il(s) peu(ven)t également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Le(s) bénéficiaire(s) du permis peut (peuvent) commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) – CERFA n°13407 disponible à la mairie ou sur le site [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet (modèle de panneau devant se conformer aux dispositions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

**Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois suivant la date du permis, la mairie peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le(s) bénéficiaire(s) du permis et de lui (leur) permettre de répondre à ses observations. Passé ce délai de trois mois, le permis ne peut être retiré que sur demande expresse de son (ses) bénéficiaire(s).

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :**

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**Obligation(s) du (des) bénéficiaire(s) du permis :**

Lorsque le projet porte sur des travaux de construction, le(s) bénéficiaire(s) doit (doivent) souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Objet :

Numéro du dossier	Demandeur	Adresse des travaux	Projet
AT 035 177 25 00008 PC 035 177 25 00009	COMMUNE DE LA MEZIERE Monsieur GORIAUX Pascal	Place de l'Eglise 35520 LA MEZIERE	Construction d'un équipement multifonction et l'aménagement de cheminements

Dans le cadre de l'instruction du projet cité en objet, j'émet un accord suite aux observations des commissions départementales d'accessibilité et de sécurité.

Le 10 juin 2025  
A La Mézière

**Le Maire,**

**Pascal GORIAUX**





Syndicat Intercommunal d'Assainissement  
de la Flume et du Petit Bois

MAIRIE - Service Urbanisme  
1 rue de Macéria  
35520 LA MEZIERE

Téléphone : 02.99.69.35.60  
Courriel : sia.flume@orange.fr  
Interlocuteur : LAMORLETTE Gilles

**Objet :** Réponse concernant la demande de Permis de Construire PC 25U00009.  
**Projet :** Construction d'un équipement multifonction (emprise au sol : 1692 m²).

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis une demande de Permis de Construire concernant les parcelles ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	Place de l'Eglise – 35520 LA MÉZIÈRE
<u>Référence cadastrale :</u>	AB 214 (1168 m²) et AB 216 (1184 m²).
<u>Surface totale :</u>	2352 m²
<u>Nom du demandeur :</u>	Commune de LA MÉZIÈRE (M. Pascal GORIAUX, Maire)

Nous vous informons que, sur la base des réseaux d'Eaux Usées (EU) à notre connaissance, il existe un réseau EU en diamètre 200 mm pvc situé à l'est du projet (voir page suivante) :

- Le terrain est desservi par un regard EU (tête de réseau en attente).
- La profondeur du regard est de 1,55m par rapport au terrain naturel actuel (tampon).
- La canalisation EU privée provenant du projet se raccordera au fond du regard EU existant.
- Les travaux EU sous domaine privé seront à réaliser par le demandeur, à sa charge et à contrôler gratuitement en tranchée ouverte par STGS.

Contactez STGS pour le [contrôle au 02 33 79 57 42](tel:0233795742) et/ou [controle.collectif@stgs.fr](mailto:controle.collectif@stgs.fr)

Les bâtiments situés sur la parcelle AB 214 ont été démolis.

Les Eaux Pluviales (EP) ne sont pas gérées par le SIA car le SIA ne possède pas la compétence EP.

Restant à votre disposition pour toute demande de renseignements.

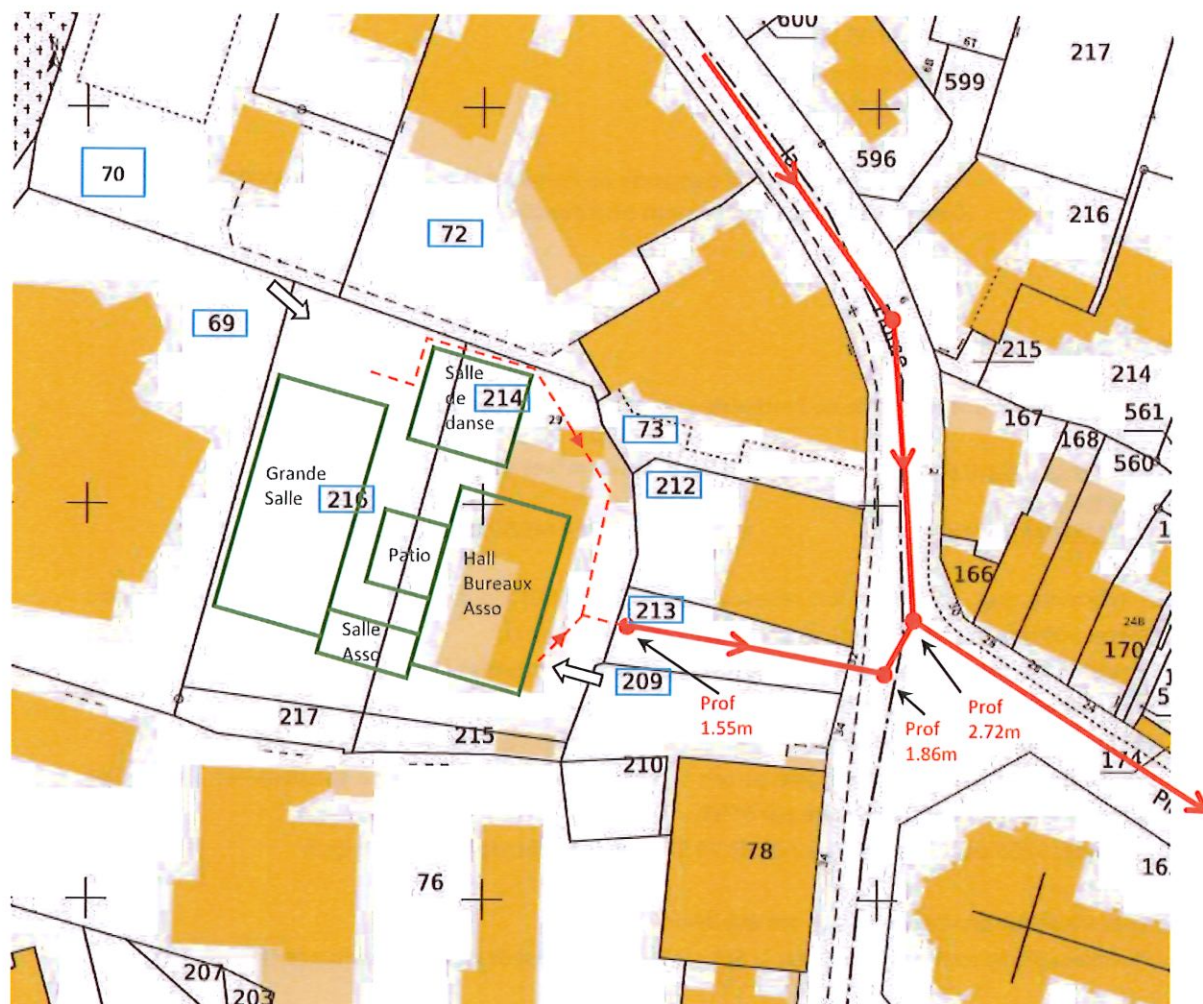
Cordialement

Fait à La Mézière, le 1er avril 2025

Gilles LAMORLETTE  
Technicien Eaux Usées du SIA (du lundi au mercredi)



Commune de LA MÉZIÈRE  
Place de l'Eglise  
35520 LA MÉZIÈRE  
PC 25U00009  
Parcelles AB 214-216 (2352 m<sup>2</sup>)



**Réseau Eaux Usées EXISTANT :**

SIA Collecteur gravitaire (diam 200 mm pvc)



**Réseau Eaux Usées A CRÉER :**

Réseau Privé



Projet multifonction



Parcelles appartenant à la Commune



Accueil Raccordement - Pole Urbanisme

MAIRIE Service Urbanisme  
01 RUE MACERIA  
35520 LA MEZIERE

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

bretagne-cuau@enedis.fr

Interlocuteur :

OTHMEN Laura

Objet :

Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme  
SAINT-BRIEUC, le 19/03/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC0351772500009 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse :

Place de l'Eglise

35520 LA MEZIERE

Référence cadastrale :

Section AB , Parcelle n° 69-214-73-70-209-216-72-213-212

Nom du demandeur :

COMMUNE DE LA MEZIERE

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement avec des travaux sur le réseau (extension).

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...).

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Laura OTHMEN

Votre conseiller

Accueil Raccordement - Pole Urbanisme

MAIRIE Service Urbanisme  
01 RUE MACERIA  
35520 LA MEZIERE

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Interlocuteur :

bretagne-cuau@enedis.fr

OTHMEN Laura

Objet :

Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme  
SAINT-BRIEUC, le 19/03/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC0351772500009 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse :

Place de l'Eglise

35520 LA MEZIERE

Référence cadastrale :

Section AB , Parcelle n° 69-214-73-70-209-216-72-213-212

Nom du demandeur :

COMMUNE DE LA MEZIERE

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement avec des travaux sur le réseau (extension).

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...).

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Laura OTHMEN

Votre conseiller



**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ**

**Procès-verbal de la réunion**

**Du 22 avril 2025**

**Établissement :** Equipement Multifonction

**Demandeur :** Commune de la meziere

**Adresse :** Place de l'église  
35520 LA MEZIERE

**N° du dossier :** PC 035 177 25 00009  
AT 035 177 25 00008

**Catégorie :** 3

**Objet :** Construction neuve

**TEXTES DE RÉFÉRENCE**

L'instructeur a procédé à l'étude du dossier en application des textes réglementaires suivants :

- lois n° 2005-102 du 11 février 2005, n°2015-988 du 5 août 2015
- décrets : n° 2006-555 du 17 mai 2006, n° 2007-1327 du 11 septembre 2007, n°2014-1326 du 5 novembre 2014, n°2017-431 du 28 mars 2017
- arrêtés : 22 mars 2007 modifié par arrêté du 03 décembre 2007 - 9 mai 2007 - 11 septembre 2007 - 8 décembre 2014 modifié par l'arrêté du 28 avril 2017 - 15 décembre 2014 - 27 avril 2015 - 29 décembre 2016 - 19 avril 2017- 20 avril 2017Arrêté du 14 mars 2014 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R-162-1 à R162-7 du Code de la Construction et de l'Habitation relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation.

## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet concerne la construction d'un équipement multifonction recevant du public à RDC et R+1.

La lecture de la notice d'accessibilité et des plans permet l'analyse suivante :

- Le cheminement extérieur est déclaré comme disposant de 2 rampes inférieures à 10,00m d'un pourcentage à 5 % avec palier de repos conforme. Des emmarchements extérieurs sont visibles sur plan mais non décrits dans la notice d'accessibilité.
- Le projet ne prévoit pas de stationnement pour le public, le stationnement est déclaré sur le domaine public.
- Les différents accès à l'établissement sont déclarés conformes dans la notice d'accessibilité.
- Les circulations intérieures et revêtements de sol sont déclarées conformes.
- Le R+1 est déclaré accessible par un ascenseur conforme à la norme NF EN 81-70 et par des escaliers de largeur de 1,20m disposant des sécurités d'usage exigibles.
- Les dispositions relatives aux revêtements de sols, murs et plafonds sont déclarées conformes.
- Les dispositions relatives aux éclairages sont déclarées conformes.
- L'établissement dispose de 2 sanitaires PMR non genrés, l'un à RDC et l'autre à R+1, ils disposent d'un espace de manœuvre et d'un lave mains à l'intérieur. Au vu des plans, les sanitaires « valides » ne sont pas genrés.
- Une cabine de douche PMR déclarée conforme est créée et déclarée conforme. Elle se situe dans le sanitaire PMR dédié à la salle de danse.

Au vu des éléments fournis et à la lecture des plans et de la notice, le dossier respecte la réglementation en matière d'accessibilité.

## AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

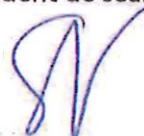
La Sous-Commission Départementale d'Accessibilité émet un **AVIS FAVORABLE** au projet présenté avec les prescriptions suivantes :

- Les volées de marches situées sur le cheminement extérieur devront répondre aux exigences de l'article 2 et de l'article 7-1 de l'arrêté du 08 décembre 2014, et notamment en ce qui concerne les sécurités d'usage.
- Les cheminements extérieurs depuis l'entrée du terrain devront disposer d'une bande de guidage tactilement et visuellement contrastée.

À l'achèvement des travaux, le pétitionnaire est invité à créer gratuitement la fiche décrivant les conditions d'accessibilité de son établissement, sur le site collaboratif Acceslibre développé par les services de l'État, via le lien suivant : <https://acceslibre.beta.gouv.fr/>.

Le Président de séance

La Cheffe du Pôle Construction  
Stéphanie JOUVIN



*Pour financer les études et travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public (ERP) de 5<sup>e</sup> catégorie, appartenant à une entreprise sous forme de TPE ou PME créée avant le 20 septembre 2023 (SIRET faisant foi), vous pouvez bénéficier du Fond Territorial d'Accessibilité. Sont concernés : les magasins de vente (type M), restaurants et débits de boisson (type N), hôtels ou pensions de famille (type O), cabinets médicaux (type U), établissements bancaires (type W). Ce fonds est mobilisable jusqu'en 2028.*

Retrouvez toutes les informations ici : <https://www.asp-public.fr/aides/fonds-territorial-accessibilite>

Le décret n°2017-431 du 28 mars 2017 et l'arrêté du 19 avril 2017 instaurent l'obligation pour tout exploitant d'un ERP d'élaborer et de mettre à disposition un registre public d'accessibilité à partir du 22 octobre 2017.





**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Notre référence : KB/FG 20250485  
Référence dossier : PC0351772500009  
(A rappeler dans toute correspondance  
transmise à la Commission de Sécurité)  
Téléphone : 02 99 78 52 62

---

**PROCES-VERBAL**

**DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE ERP-IGH**

---

**REUNION DU : 22 avril 2025**

---

Etablissement : **EQUIPEMENT MULTIFONCTION**  
Adresse : **place de l'Eglise**  
Commune : **LA MEZIERE**  
Objet : **Permis de construire n° PC0351772500009**  
Détail : **Construction**  
**AVIS DE COMMISSION : articles concernés : CO 24 et AM 8**  
Code référence ERP : **E177.00136**

---

Date de réception : 17 mars 2025  
Maître d'ouvrage : Commune de LA MEZIERE  
Maître d'œuvre : SARL POTIN GUINEE  
Organisme de contrôle : ALPES CONTROLES  
Exploitant : Commune de LA MEZIERE

---

La commission de sécurité, consultée en application des articles L. 122-3 et R. 122-7 et suivants du Code de la construction et de l'Habitation (C.C.H.), a procédé à l'étude du dossier de demande cité en objet et référencé ci-dessus.

Composition du dossier et date des documents :

**Notice de sécurité : 06/02/2025**  
**Plan masse : Février 2025**  
**Plan situation : Février 2025**  
**Plan de niveaux : Février 2025**  
**Plan de façade : Février 2025**

Plan de coupe : Février 2025

GN 8 : solutions proposées : Aide humaine et Espaces d'Attente sécurisés au R+1

DECI renseignée : Non

Autres :

- Notice architecturale signée par la maîtrise d'œuvre en date du 06/02/2025.
- Procès-verbal de classement de résistance au feu n° RS20-012 des murs porteurs et cloisons à ossature bois et isolation en paille enduite, rédigé par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) en date du 06/01/2020. Ce procès-verbal n'est valable que jusqu'au 06/01/2025.
- Cahier des charges fonctionnel du SSI, rédigé par la société OTEIS en février 2025.
- Attestation de la maîtrise d'œuvre datée du 27/02/2025 sur une dérogation au règlement de la zone UO du PLUI qui indique que « le nombre minimum de places doit être en rapport avec l'utilisation des constructions et installations. »
- Attestation du respect des règles de construction relatives aux risques sismiques n°1 datée du 30/01/2025.
- Attestation de non-simultanéité d'occupation de l'ensemble des locaux et du non-dépassement d'un effectif maximal de 700 personnes en simultané, signée de Mr le maire en date du 10/04/2025.
- Courrier de Mr le maire, daté du 10/04/2025, sollicitant l'avis de la commission de sécurité sur la présence de cloisons en torchis dans les dispositions constructives du projet.

La commission de sécurité prend acte de l'engagement du Maître d'ouvrage, à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup>, du livre 1<sup>er</sup> du C.C.H., notamment celles relatives à la solidité (articles 4 et 45 du décret du 08/03/1995 modifié).

#### **A) PRESENTATION DE LA DEMANDE**

La présente demande concerne un projet de construction d'un équipement multifonction sur la commune de La Mézière. Cet équipement sera dédié aux services à la population, aux associations et au service jeunesse de la commune.

Dans une configuration rappelant celle d'un corps de ferme, cet établissement sera composé d'un volume en rez-de-chaussée avec un patio en son centre, et un R+1 partiel sur l'ensemble bâti en façade Est. La toiture du bâtiment présentera des terrasses végétalisées et 3 volumes en double pente.

L'établissement occupera entièrement un bâtiment dont le plancher bas de l'étage le plus élevé sera situé à moins de 8 mètres du niveau d'accès des sapeurs-pompiers. Il ne comprendra pas de locaux à sommeil et disposera d'une stabilité au feu ½ heure.

Le bâtiment sera desservi par les voies de circulation rue de la Flume, prolongée par la place de l'Eglise et accessible sur sa façade Est.

Il sera isolé de 2 tiers ERP en vis-à-vis par la distance :

- De la médiathèque au Nord-Ouest par une distance de 6,50 mètres.
- De l'école élémentaire Pierre-Jakez Hélias à l'Ouest par une distance de 5 mètres.

Ces 2 établissements disposeront d'un plancher haut situé à une hauteur inférieure à 8 mètres et ne comporteront pas de locaux à sommeil.

Trois venelles piétonnes seront implantées en parties Sud, Ouest et Nord du projet afin de faciliter les flux piétons entre les voies de circulations et les équipements communaux (plateau sportif, restaurant scolaire, écoles, médiathèque...). Elles seront traitées en béton désactivé et présenteront des pentes inférieures à 3%.

La structure sera réalisée en ossature bois et béton. Les planchers seront en béton ou en bois avec solives apparentes (plancher haut R+1). Ils seront réputés coupe-feu de degré ½ heure.

Les matériaux d'isolation seront réputés conformes aux normes et guides en vigueur.



Les couvertures seront réalisées en matériaux M1, M2 ou M3 sur support continu. Elles seront matérialisées par trois toitures à deux pans sur charpente bois avec isolation support et zinc et 1 couverture sur terrasse étanchée et végétalisée. Des panneaux photovoltaïques seront installés sur le pan Ouest de la toiture du R+1 en façade Sud-Ouest. Les panneaux seront en surimposition de la toiture. Le local onduleur sera positionné dans les combles.

Les châssis de toit qui permettront le désenfumage du hall, de la grande salle polyvalente et de l'escalier seront coupe-feu de degré 1 heure.

Les façades seront réalisées en enduit traditionnel à la chaux sur murs béton avec isolation intérieure en laine de bois et en bardage bois sur murs à ossature bois avec isolation en laine de bois. Les châssis seront en aluminium thermolaqué. Ces dispositions constructives respecteront l'IT 249. La façade Est, donnant sur le patio central, sera composée de 2 bardages distincts entre le rez-de-chaussée et l'étage. Elle disposera d'un C+D de 2 mètres.

Plusieurs auvents seront créés sur le pourtour de l'établissement :

- 2 auvents de 96.40 m<sup>2</sup> et 45.10 m<sup>2</sup> en façade principale (Est).
- 1 auvent livraison de 17 m<sup>2</sup> en façade Nord.
- 1 auvent de 34 m<sup>2</sup> au niveau du patio central.

A l'issue des travaux, l'établissement disposera de :

#### **Au rez-de-chaussée**

- Un sas d'entrée de 10.30 m<sup>2</sup> et un hall d'accueil toute hauteur de 70.80 m<sup>2</sup>.
- Un espace « Macériado », local de loisirs de 75.60 m<sup>2</sup> pour les jeunes de la commune. Cet espace disposera d'un accès à une terrasse extérieure de 86.40 m<sup>2</sup> dans l'angle Nord-Est du bâtiment.
- Un bureau « Macériado » de 14.30 m<sup>2</sup>.
- Un local radio de 13.20 m<sup>2</sup>.
- Un local rangement « Macériado » de 10.40 m<sup>2</sup>.
- Une salle de danse/motricité de 127.80 m<sup>2</sup> avec ses vestiaires (2).
- Un local de rangement motricité de 24.20 m<sup>2</sup>.
- Un espace tiers-lieu de 63 m<sup>2</sup> avec deux locaux rangement de 11.30 m<sup>2</sup> et 4.50 m<sup>2</sup>.
- Une salle polyvalente de 95 m<sup>2</sup> pouvant servir aux associations avec son local rangement de 15.20 m<sup>2</sup>.
- Une grande salle polyvalente de 407 m<sup>2</sup> disposant d'une cloison amovible permettant de séparer cette salle en 2 espaces de 257 m<sup>2</sup> (espace principal) et 150 m<sup>2</sup> (espace secondaire).
- Un local rangement de 15.50 m<sup>2</sup> pour la salle principale et de 16 m<sup>2</sup> pour la salle secondaire.
- Un office traiteur de 50 m<sup>2</sup> (prévu pour du réchauffage uniquement mais dont la puissance totale cumulée sera de 38 kW).
- Une circulation Sud de 48.50 m<sup>2</sup> et une circulation Nord de 50.20 m<sup>2</sup>.
- Une circulation technique de 7.50 m<sup>2</sup> accessible depuis une cour de service de 170 m<sup>2</sup> dans l'angle Nord-Ouest du bâtiment.
- Des locaux techniques (ventilation rez-de-chaussée, chauffage /ECS, TGBT...).
- Des blocs sanitaires.
- Un local entretien.
- Un abri déchets accessible depuis l'extérieur.
- Un sanitaire public extérieur dans l'angle Nord-Ouest du bâtiment.
- Un abri vélos de 19 m<sup>2</sup> dans l'angle Sud-Est du bâtiment.

#### **Au R+1 :**

- Le Point Info Jeunesse (PIJ) de 33.10 m<sup>2</sup>.
- Le bureau du PIJ de 12.50 m<sup>2</sup>.

- Une salle de réunion n°1 de 30.10 m².
- Une salle de réunion n°2 de 19.80 m²
- Une salle de réunion n°3 de 20.70 m².

Les salles de réunion n°2 et 3 seront identifiées en qualité d'Espaces d'Attente Sécurisés (EAS). Elles disposeront de parois coupe-feu de degré ½ heure. Elles ne seront pas fermées à clef et seront équipées d'un dispositif d'appel d'urgence.

Une baie accessible de 0.90 m x 1.70 m sera identifiée en façade Est pour accéder à la salle de réunion n°3.

- Les bureaux du service jeunesse de la commune (bureaux direction de 14.60 m² et bureau coordination de 12 m²).
- Un espace copieur de 6.60 m².
- Une circulation de 61 m².
- Un local entretien.
- Des blocs sanitaires.
- Un vide sur le hall du rez-de-chaussée.

Ce niveau sera accessible depuis le rez-de-chaussée à partir d'1 escalier droit de 2 Unités de Passage (UP) équipé d'un garde-corps et d'un escalier protégé de 2 UP. Ce dernier sera accessible à partir de portes de 1 UP.

Un ascenseur avec machinerie embarquée électrique ainsi qu'un monte-charge de 630 kg desserviront également les 2 niveaux.

#### **Combles :**

- Un local onduleur de 5.80 m².
- Un local ventilation de 70.80 m².
- Une circulation de 4.70 m².

Ce niveau sera accessible depuis l'escalier protégé de 2 UP.

La distribution intérieure sera de type traditionnel et assurée par des murs béton ou des cloisons en plaques de plâtre entre locaux et dans la circulation. Les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public seront coupe-feu de degré ½ heure. Celles situées entre locaux accessibles au public, et entre locaux accessibles et locaux non accessibles au public seront pare-flammes de degré ½ heure.

Au rez-de-chaussée, des cloisons non porteuses en torchis de 150 mm d'épaisseur seront créées entre certains locaux et les dégagements. Elles disposeront d'un remplissage terre et fibres et d'un enduit terre de 40 mm sur 1 ou 2 faces. Pour les cloisons concernées par un seul côté en torchis, l'autre face sera doublée par une plaque de plâtre sur ossature métallique.

Les portes de recoupement entre le hall et les circulations Nord et Sud du rez-de-chaussée autour du patio seront en va-et-vient.

Les locaux à risques moyens (chaufferie, locaux entretien, locaux de rangement, local TGBT et local déchets) seront traités en cloisons et plafonds coupe-feu de degré 1 heure et porte coupe-feu de degré ½ heure équipée d'un ferme-porte.

#### **Des circulations horizontales de 2 Unités de Passage (UP) au moins relieront les dégagements entre eux :**

- Au rez-de-chaussée : les escaliers aux sorties et les sorties entre elles.
- Dans les étages : les escaliers entre eux.

L'effectif maximal déclaré par le maître d'ouvrage sera de 698 personnes avec un effectif maximal de 59 personnes à l'étage. Il n'y aura pas de simultanéité d'effectifs dans l'ensemble des salles (voir attestation du maître d'ouvrage).

Un désenfumage naturel de l'escalier encloisonné sera assuré par un châssis de 1 m<sup>2</sup> en toiture.

Le désenfumage de la grande salle polyvalente sera assuré par 2 ouvrants de 1,50 m<sup>2</sup> en toiture (1 pour chaque espace) et celui du grand hall d'accueil par un ouvrant de 2 m<sup>2</sup> en toiture. Un dispositif à ouverture pneumatique asservie assurera l'ouverture de ces ouvrants et les amenées d'air seront assurées par l'ouverture des portes.

L'évacuation du public sera assurée par des dégagements en nombre excédentaire et judicieusement répartis.

Ils seront matérialisés par :

**Au rez-de-chaussée :**

- Pour l'entrée principale : Une double porte battante de 3 UP ouvrant directement sur l'extérieur en façade Est.
- Pour la salle tiers-lieu : 2 issues de 3 UP ouvrant directement sur l'extérieur en façade Est.
- Pour la salle polyvalente/associations : 1 issue de 3 UP ouvrant directement sur l'extérieur en façade Sud et 1 issue de 3 UP donnant sur la circulation intérieure Sud.
- Pour la grande salle polyvalente : 4 dégagements totalisant 15 UP ouvrant directement sur l'extérieur en façade Sud, sur l'extérieur à partir de la circulation technique en façade Nord et sur les circulations intérieures Nord et Sud. Dans la configuration séparée, chaque espace disposera de 2 issues totalisant 6 UP pour l'espace principal et 9 UP pour l'espace secondaire.
- Pour la salle de danse : 1 issue de 3 UP ouvrant directement sur l'extérieur en façade Est et 1 issue de 3 UP donnant sur la circulation intérieure Nord.

**Au R+1 :**

- 1 escalier intérieur non encloisonné de 2 UP débouchant au rez-de-chaussée à moins de 20 mètres d'une issue sur l'extérieur.
- 1 escalier intérieur encloisonné et désenfumé de 2 UP accessible par une porte de 1 UP et débouchant au rez-de-chaussée à moins de 20 mètres d'une issue sur l'extérieur.

Un ascenseur avec machinerie embarquée électrique desservira les 2 niveaux. Il n'y aura pas de non-stop ascenseur.

A l'étage, la distance maximale à parcourir pour rejoindre un escalier sera de 17 mètres.

Au rez-de-chaussée, la distance maximale d'évacuation vers une sortie sur l'extérieur ou un dégagement protégé sera de 15 mètres. Il n'y aura pas de cul-de-sac.

Deux Espaces d'Attente Sécurisés (EAS) seront prévus dans les salles de réunion n°02 et 03, positionnées au Sud et au Sud-Est de l'étage. Une baie accessible sera identifiée en façade Est (façade principale).

Les aménagements intérieurs disposeront d'une réaction au feu classée :

- M4 pour les sols (béton quartzé, sol souple, sol textile ou carrelage).
- M2 pour les murs (peinture sur béton ou plaques de plâtre, enduit terre sur béton ou cloisons torchis, faïence).
- M1 pour les plafonds (faux plafonds minéraux, plaques de plâtre et fibre de bois Euroclasse E).

L'isolant sera de la laine biosourcée de réaction au feu classée M0.

Le chauffage sera assuré par une pompe à chaleur type air/eau depuis la chaufferie positionnée au Nord-Ouest du bâtiment. Cette dernière aura une puissance de 120 kW.

Une ventilation mécanique contrôlée (VMC) sera installée.

Les fluides frigorigènes utilisés seront classés R 454 C.

Les tableaux électriques seront alimentés depuis le TGBT.

Une installation de panneaux photovoltaïques sera positionnée en surimposition de toiture sur le pan Ouest de la toiture du R+1. Le local onduleur sera positionné dans les combles.

**L'établissement sera doté des moyens de secours suivants :**

- Un SSI de catégorie E avec alarme de type 2b sans temporisation ;

Cet équipement présentera une zone d'alarme, une zone de compartimentage, deux zones de déclenchement manuel (RDC et R+1/combles) ainsi que quatre zones de désenfumage manuel (Espace principal de la grande salle, espace secondaire de la grande salle, hall d'accueil et escalier protégé). Le déverrouillage des issues de secours et des portes sous contrôle d'accès sera assuré dès le déclenchement du processus d'alarme. La coupure de la sonorisation, l'arrêt du programme en cours, la mise en fonctionnement de l'éclairage normal et la diffusion d'un message pré-enregistré seront mis en œuvre dans les salles.

- Le téléphone urbain comme moyen d'alerte.
- Des extincteurs adaptés aux risques.
- Un récepteur autonome d'alarme.

**B) HISTORIQUE DE L'ETABLISSEMENT**

Rubrique sans objet pour la présente étude.

**C) DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT EXISTANT**

Rubrique sans objet pour la présente étude.

**D) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

La plus grande surface non recoupée par des murs coupe-feu étant inférieure 500 m<sup>2</sup>, les besoins en eau requis sont de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit un total de 120 m<sup>3</sup>.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par l'installation existante de :

- Une bouche incendie n°0003 située à moins de 200 mètres du risque à défendre (source SDIS 35 - PREVISDIS).
- Un poteau n°0071 situé à moins de 200 mètres du risque à défendre (source SDIS 35 - PREVISDIS).

La défense en eau contre l'incendie est assurée par les installations existantes.

**E) CONSTATS**

La chaufferie a une puissance supérieure à 70 kW, elle devra être isolée comme un local à risques importants (Articles CO 28 et CH 5 §1).

La puissance utile totale des appareils de remise en température étant de 38 kW, l'office devra répondre aux prérogatives des articles GC 12 et GC 13 relatifs aux offices de remise en température de puissance totale supérieure à 20 kW.



La présence d'éléments vitrés sur les portes en va-et-vient n'est pas précisée (Article CO 44 §2).

Les aménagements des salles de réunion sont précisés sur les plans. Ces salles n'étant dotées que d'une seule issue, l'exploitant devra respecter cet effectif déclaré et en aucun cas dépasser un effectif reçu supérieur à 19 personnes.

La salle de danse n'est destinée qu'à la prestation de cours de danse. Elle répond donc à une activité de type R et au déclaratif d'effectif de 30 personnes fait par la maîtrise d'ouvrage.

Le hall étant ouvert sur l'ensemble des niveaux, des dispositions devront être mises en place pour limiter la propagation des fumées, notamment dans la circulation du niveau R+1.

Des incohérences ont pu être repérées dans les plans et la notice de sécurité, notamment concernant les largeurs des issues. L'échelle indiquée sur les plans n'est par ailleurs pas la bonne. Un contact téléphonique avec les maîtrises d'œuvre et d'ouvrage ainsi que l'envoi de nouveau éléments ont permis de clarifier l'étude du projet.

Le Procès-verbal de classement de résistance au feu n° RS20-012 des murs porteurs et cloisons à ossature bois et isolation en paille enduite, rédigé par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) n'est valable que jusqu'au 06/01/2025. Le permis de construire ayant été déposé à une date ultérieure à cette dernière (mars 2025), il conviendra de transmettre un procès-verbal actualisé à la commission de sécurité.

#### F] ANALYSE DE RISQUE

Rubrique sans objet pour la présente étude.

#### G] CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

##### Détermination classement futur

Désignation du ou des bâtiment(s) et/ou des locaux accessibles au public	Types	Surface	Effectifs			Total ligne
			Mode de Calcul	Public	Personnel	
R+1 : Salle de réunion 01	L	30.10 m <sup>2</sup>	Nombre de places assises / déclaratif	16	/	16
R+1 : Salle de réunion 02		19.80 m <sup>2</sup>		10	/	10
R+1 : Salle de réunion 03		20.70 m <sup>2</sup>		12	/	12
R+1 : Bureau direction	W	14.60 m <sup>2</sup>	Déclaratif	3	1	4
R+1 : Bureau coordination		12.00 m <sup>2</sup>		3	1	4
R+1 : Bureau encadrant du Point Info Jeunesse		12.50 m <sup>2</sup>		2	1	3
R+1 : Point Info Jeunesse	R	33.10 m <sup>2</sup>	Déclaratif	10	1	11
RDC : Espace Macériado	R	75.60 m <sup>2</sup>	Déclaratif	35	/	35
RDC : Bureau Macériado	W	14.30 m <sup>2</sup>	Déclaratif	3	1	4
RDC : Local radio	R	13.20 m <sup>2</sup>	Déclaratif	5	/	5
RDC : Espace tiers-lieu	L	63.00 m <sup>2</sup>	1 pers/m <sup>2</sup>	63	/	63
RDC : salle de danse	R	127.80 m <sup>2</sup>	Déclaratif	30	1	31
RDC : Salle polyvalente	L	95.00 m <sup>2</sup>	1 pers/m <sup>2</sup>	95	/	95
RDC : Grande salle (espace principal + espace secondaire)	L	407.00 m <sup>2</sup>	1 pers/m <sup>2</sup>	407	/	407
Total						700

## Classement futur proposé

### Etablissement :

Type :	L R W
Catégorie :	3 <sup>ème</sup>
Avec sommeil :	Non
Effectif public :	694
Effectif personnel :	6
Effectif total :	700

### H) REFERENCES

Les textes suivants, concernant LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE, sont applicables au projet et ont servi de référence à l'étude du dossier :

- C.C.H. : Articles R. 143-1 à R. 143-47 – Articles R. 184-4 et R. 184-5.
- Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté modifié du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (Salles d'audition, salles de conférences, salles de réunions, salles de pari, salles réservées aux associations, salles de quartier, salles de projection, salles de spectacles, cabarets, salles polyvalentes, salles multimédia).
- Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type R (Établissements d'enseignement et colonies de vacances).
- Arrêté modifié du 21 avril 1983 portant approbation des dispositions particulières du type W (Administrations, banques, bureaux).

### I) ANALYSES ET PROPOSITIONS DEROGATION ET AVIS DE COMMISSION

#### Avis de commission n° 1 :

Objet de la demande et article dérogé : CO 24

- Mise en œuvre d'ouvrages en terre crue (cloisons non porteuses en torchis).
- Article dérogé : CO 24, absence de PV de résistance au feu de degré ½ heure ou 1 heure.

#### Motivation de la demande :

- Choix architectural.

#### Mesures compensatoires proposées :

- Issues de secours en nombre supérieur : 9 IS donnant directement sur l'extérieur et 4 sur les circulations intérieures pour un total de 42 UP (réglementairement : 3 IS avec 7 UP).
- Locaux accessibles au public en rez-de-chaussée.
- Absence de cul-de-sac et cheminements aisés vers les issues de secours.

Considérant :

- Que les mesures compensatoires facilitent une évacuation rapide et sûre.
- Que le procès-verbal de classement n°RS20-012 de la DHUP, joint à la notice de sécurité, justifie que les murs porteurs constitués de modules à ossature bois et isolation en paille, recouvert d'un enduit terre intérieur de 40 mm d'épaisseur minimal ont un classement de résistance au feu REI 120 et RE 120.

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'avis n° 1 telle que présentée.

Avis de commission n° 2 :

Objet de la demande et article dérogé : AM 8

- Mise en œuvre d'ouvrages de « cloisons en torchis », doublage terre-paille de 150 mm, recouvert d'un enduit terre de 40 mm.
- Article dérogé : AM 8, le doublage terre paille doit être protégé par un écran thermique coupe-feu de degré ¼ heure. Absence de PV de résistance et de réaction au feu du complexe utilisé.

Motivation de la demande :

- Choix architectural.

Mesures compensatoires proposées :

- Issues de secours en nombre supérieur : 9 IS donnant directement sur l'extérieur et 4 sur les circulations intérieures pour un total de 42 UP (réglementairement : 3 IS avec 7 UP).
- Locaux accessibles au public en rez-de-chaussée.
- Absence de cul-de-sac, et cheminements aisés vers les issues de secours.

Considérant :

- Que les mesures compensatoires facilitent une évacuation rapide et sûre.
- Que le procès-verbal de classement n°RS20-012 de la DHUP, joint à la notice de sécurité, justifie que les murs porteurs ou cloisons équipés d'un écran thermique intérieur constitué d'un enduit à base d'argile ou de plâtre de 40 mm d'épaisseur minimal ont un classement conforme à l'article AM 8 du règlement de sécurité.

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'avis n° 2 telle que présentée.

JJ Avis

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** au dossier référencé : PC0351772500009.

La commission de sécurité retient les **prescriptions suivantes** :

**25.01** S'assurer et attester que les caractéristiques de la voie engins desservant le bâtiment soient conformes à la réglementation (Articles CO 2 §2 et CO 4).

**25.02** Isoler le local chaufferie comme un local à risques importants par des murs et des planchers coupe-feu de degré 2 heures avec des blocs-portes coupe-feu de degré 1 heure, l'ouverture se faisant vers la sortie et les portes étant équipées de ferme-portes (Article CO 28 §1).

**25.03** Isoler l'office traiteur conformément aux articles GC 12 et GC 13 relatifs aux offices de remise en température de puissance totale supérieure à 20 kW (Article R 143-16 du CCH).

**25.04** S'assurer du respect des règles de construction des ouvrages en terre crue indiquées dans le procès-verbal de classement n°RS20-012 de la DHUP afin de garantir les degrés coupe-feu 1 heure ou ½ heure des cloisons en torchis situées entre les dégagements et les locaux à risques courants ou moyens (Articles R 143-13, R 143-16 du CCH et CO 28).

**25.05** Assurer aux portes des locaux débouchant dans les dégagements une ouverture sans former une saillie dans les circulations, à l'exception des portes pouvant se développer jusqu'à la paroi (Article CO 45 §3).

**25.06** Faire ouvrir dans le sens de la sortie l'ensemble des portes des locaux recevant plus de 50 personnes, notamment celle de l'espace tiers-lieu donnant sur le hall d'entrée (Article CO 45 §1).

**25.07** Aménager sur les portes en va-et-vient à hauteur de vue une partie vitrée transparente n'étant pas de couleur rouge ou orange respectant le degré de résistance au feu imposé (Article CO 44 §2 et 3).

**25.08** Identifier sur la façade extérieure au moyen de pictogrammes réglementaires les espaces d'attente sécurisés afin qu'ils puissent être facilement repérables par les services de secours (Article CO 59 §f).

**25.09** Isoler les locaux TGBT et copieur du R+1, les locaux TGBT et techniques du rez-de-chaussée et le local onduleur en combles comme des locaux à risques moyens (Articles R 143-13 du CCH et CO 28 §2).

**25.10** S'assurer que la réaction au feu des cloisons coulissantes ou repliables de la grande salle polyvalente ainsi que le gros mobilier soient de catégorie M3 au minimum (Articles AM 14 et AM 15).

**25.11** Disposer d'un écran de cantonnement au niveau de la circulation du R+1 donnant sur le vide du hall afin de maintenir une circulation désenfumée pour rejoindre l'escalier encloué en cas de sinistre dans le hall (Article R 143-13 du CCH et IT 263).

**25.12** Respecter les règles d'implantations des panneaux photovoltaïques :

- Justifier la capacité de la structure porteuse à supporter la charge apportée par l'installation photovoltaïque par la fourniture d'une attestation de contrôle technique relative à la solidité à froid par un organisme agréé (Décret du 08/03/1995).

- Conférer aux parois du local technique onduleur, lorsqu'il existe, un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes (conférer aux parois du local technique onduleur, lorsqu'il existe, un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes (Article CO 28).

- Signaler sur les plans du bâtiment destinés à faciliter l'intervention des secours, les emplacements des locaux techniques onduleurs (Article MS 41).

- Apposer le pictogramme dédié au risque photovoltaïque (Article EL 11) :

- a. A l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours.

- b. Aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque.

- c. Sur les câbles DC tous les 5 mètres.

- Indiquer sur les consignes de protection contre l'incendie la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toiture, façades, fenêtres, ...) (Article MS 47).

**25.13** Installer un éclairage de sécurité (évacuation et antipanique) conformément à l'article EC 8 du règlement de sécurité (Articles R 143-3 et R 143-4 du CCH).



**25.14** Limiter l'effectif des salles de réunion, qui ne disposent que d'un seul dégagement, à 19 personnes maximum en simultané (Article CO 38).

**25.15** Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité en y reportant les renseignements indispensables au bon suivi de la sécurité de l'établissement et en particulier : (Articles R 143-3 et R 143-44 du CCH)

- Les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie.
- Les divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu, datés et émargés du technicien chargé de la remise en état.
- Les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.
- La réalisation des exercices d'évacuation.
- La formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours.

**25.16** Rédiger un protocole d'évacuation en cas d'incendie, retraçant les différentes actions à réaliser de la découverte du sinistre à l'accueil des secours. Afficher et porter ces consignes à la connaissance de l'ensemble des personnels occupant les locaux (Article MS 47).

**25.17** Fournir au maire ainsi qu'à la commission de sécurité un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) accompagné du procès-verbal de réception et d'essai du Système de Sécurité Incendie (Articles GE 7 - GE 8).

**25.18** Transmettre au maire ainsi qu'à la commission de sécurité un procès-verbal de classement de résistance au feu des parois à ossature bois et isolation en paille enduite, rédigé par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), actualisé et en cours de validité (Article R 143-13 du CCH)

#### **K] DOCUMENTS A FOURNIR POUR LA VISITE**

**Document n° 1 : Visite de réception de travaux ou avant ouverture au public (1<sup>er</sup> groupe ou reclassement en 5<sup>ème</sup> catégorie).**

Les pièces à fournir au secrétariat de la commission de sécurité avant la visite de réception sont cochées dans le document joint.

Le Président de séance,



**Aurélien MERLAND**

<b>Visite de réception de travaux ou</b> <b>Visite de réception avant ouverture au public</b> <b>(1er groupe : 1<sup>ère</sup> à 4<sup>ème</sup> catégorie)</b>	<b>DOCUMENT N° 1</b>
---	----------------------

NOM DE L'ETABLISSEMENT : EQUIPMENT MULTIFONCTION – LA MEZIERE .....

### **RAPPEL**

En application de l'article R. 143-38 du C.C.H. (et de l'article GE 3 du règlement de sécurité pour une ouverture au public), il est procédé à une visite **de réception de travaux** ou à une **visite de réception avant ouverture au public**. La demande en est faite au maire par l'exploitant.

La saisine de la commission de sécurité par le maire doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue. Article 43 du décret du 08/03/1995 modifié.

## **DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LA VISITE DE RECEPTION**

### **Documents concernant la solidité de l'ouvrage à fournir pour la programmation de visite**

- 1) Une attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur.
- 2) Une attestation du bureau de contrôle précisant que la mission de solidité (mission L) a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions du rapport de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage

Les documents précités doivent figurer au dossier de demande de visite de réception, faute de quoi cette visite ne pourra être programmée.

Articles 46 et 48 du décret du 08/03/1995 modifié

### **Documents à fournir avant la visite**

Trois jours au plus tard, avant toute visite de réception

les pièces suivantes administratives et relatives à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique doivent être fournies au secrétariat de la Commission, faute de quoi cette visite ne pourra avoir lieu.

Articles 47 et 48 du décret du 08/03/1995 modifié

☒ cochée = à fournir

☒ Arrêté de permis de construire

☐ Autorisation de travaux

☐ Déclaration préalable délivrée par le maire

☒ Les Rapports de Vérifications Réglementaires après Travaux établis par un organisme agréé (RVRAT)

☒ Dispositions constructives

☒ Aménagements intérieurs

☐ Portes automatiques motorisées – accompagné du contrat d'entretien

- ☒ Désenfumage
- ☒ Installations de chauffage - ventilation
- ☐ Installation de génie climatique
- ☒ Installations de réfrigération – conditionnement d'air - VMC.
- ☐ Installations de gaz – accompagné de l'attestation conformité visé par O.A.
- ☒ Installations électriques – éclairage normal et de sécurité
- ☒ Installations d'ascenseur
- ☒ Installations de monte-charge
- ☐ Installations de monte malade
- ☐ Installations d'escalier mécanique
- ☐ Installations de trottoirs roulants
- ☒ Appareils de cuisson et installations de cuisine
- ☐ Robinets incendie armés
- ☐ Colonnes sèches
- ☐ Colonnes en charges
- ☐ Installation fixe d'extinction automatique à eau.
- ☒ Extincteurs
- ☒ Système de sécurité incendie accompagné :
  - du procès-verbal de réception
  - du dossier d'identité
  - des plans de zonage
  - du contrat annuel d'entretien
- ☐ Système détection incendie automatique
- ☒ Equipement d'alarme
- ☒ Système d'alerte
- ☐ Communications radioélectriques
- ☐ Déversoir ponctuel
- ☐ Grand secours
- ☐ Rideaux d'eau
- ☒ Autres : installation photovoltaïque / installations torchis
  
- ☐ Installations de fluides médicaux
- ☐ Installations de traitement et désinfection piscines
- ☐ En outre :
- ☒ Le registre de sécurité (article R. 143-44 du C.C.H.)